

Paris, le 28 Avril 2014

## Communiqué

# Les opérateurs déploient leur réseau... de contacts utiles.

Avant de déployer ses réseaux d'antennes (3G, 4G, demain 5G) face à des habitants de plus en plus réticents et à des élus devenant rétifs, mieux vaut préparer le terrain en déployant un réseau de contacts bien placés. C'est ce qu'ont compris de longue date les opérateurs.

Ainsi, les secrétaires généraux de deux opérateurs mobiles, SFR et Bouygues Telecom, sont membres du Conseil d'Etat ; il s'agit respectivement d'Olivier Henrard (qui succède à un autre conseiller d'Etat) et de Didier Casas. Le Conseil d'Etat ne transmet pas à ses membres de connaissances particulières en ingénierie des télécoms, ni en management : pourquoi faire appel à ces profils alors, si ce n'est en raison du contact dont ces hauts fonctionnaires disposent au sein de l'institution dont ils sont issus ?

Or, le Conseil d'Etat, juridiction suprême pour les questions administratives, est amené à se prononcer sur les autorisations d'installations d'antennes relais, attaquées notamment par les associations de riverains. Et, sans surprise, il a toujours rendu des arrêts très favorables aux opérateurs, balayant d'un revers de main les arguments, pourtant de plus en plus étayés, tirés de la santé publique.

Les secrétaires généraux des opérateurs ont beau être administrativement "en disponibilité", ils n'en restent pas moins... connectés à leur administration d'origine.

Un bon investissement pour les opérateurs !!

Dernier exemple en date de cette stratégie d'implantation, le recrutement de Rafika Rezgui, directrice des services extérieurs chez Bouygues Telecom, en tant que porte-parole du PS.

Encore une lobbyiste bien placée !!

Ses fonctions aux PS vont démultiplier ses occasions de contacts avec les maires et autres élus pour préparer le terrain à l'implantation des antennes.

L'affaire Aquilino Morelle, au cours de laquelle il est apparu que le conseiller du Président de la République avait fait "des piges" pour les laboratoires pharmaceutiques alors même qu'il travaillait à l'IGAS, a pu choquer ; elle est loin d'être un cas isolé.

Comment, dans un tel contexte de collusion et de confusion des genres, espérer que les intérêts de la santé publique et de la volonté des citoyens de s'opposer à l'envahissement massif de leur environnement par des technologies classées "cancérigène possible" par l'OMS pourront se faire entendre ?